

## **Breve réflexion sur le catalogue des idées reçues**

### **Les « zones mortelles » dans la Chine post-maoïste**

Désormais, le pouvoir d'Etat ne peut plus nier en bloc les conséquences désastreuses de l'industrialisation débridée de la Chine, qui a encaissé d'énormes coups d'accélérateur ces deux dernières décennies : les taux de pollution connaissent des pics faramineux, dans les villes mais aussi dans les campagnes, même éloignées des principaux centres industriels. Lorsqu'il ne peut pas les cacher, le Parti cherche plutôt à les minimiser. Récemment, vu les ravages sanitaires provoqués par les émanations de la pétrochimie, qui demeure propriété d'Etat, il a prétendu qu'elles n'étaient pas plus « nocives que celles du café », version pékinoise du négationnisme pratiqué en France à propos de la radio-activité. Bref, l'air est devenu toxique, mais aussi l'eau et la terre, en particulier les terres arables qui, en Chine, ne peuvent pas survivre sans l'entretien par l'Etat de l'immense réseau d'irrigation, relié aux fleuves, aux rivières et aux grands lacs désormais très pollués. Les plaines alluviales et les deltas deviennent peu à peu stériles, et les steppes situées dans les zones continentales du nord de la Chine subissent des phénomènes de désertification analogues à ceux que connaît le Sahel, avec ce que cela implique sur l'élevage. Non seulement le réseau de retenue et de distribution d'eau est parfois très délabré mais il joue aussi le rôle de collecteur et de distributeur des dangereuses ordures générées par l'industrie, ainsi que par l'agriculture et l'élevage en cours de modernisation le long du cours inférieur des fleuves.

Par suite, l'indignation et même la révolte commencent de prendre corps contre l'existence et l'extension des « zones mortelles », terme de plus en plus employé dans le langage quotidien par ceux et par celles qui en pâtissent. L'ampleur des oppositions, parfois radicales dans leurs objectifs et dans leurs moyens, dépasse donc largement le cercle très limité des membres d'ONG d'obédience écologiste, désormais à peine tolérés par le Parti, parfois pourchassés, tabassés, emprisonnés, sans procès, pour des durées indéterminées comme « fauteurs de troubles hostiles à la Chine ». Pourtant les leaders des OGM, y compris à Hong Kong, n'hésitent pas à clamer qu'ils veulent agir dans le cadre de la légalité et qu'ils partagent, pour l'essentiel, l'esprit des lois prévues contre les pollueurs, dont l'application doit être contrôlée par « l'administration d'Etat pour la protection de l'environnement » (SEPA), domiciliée à Beijing. Ils vont même parfois jusqu'à condamner les moyens illégaux, employés par les premiers concernés, dans les villes et dans les campagnes, lorsqu'ils sabotent des chantiers et mettent en place des barrages, défendus par la violence contre la police, pour entraver la construction de nouvelles installations mortifères.

L'autre source d'inquiétude pour le pouvoir d'Etat, au-delà des moyens utilisés, ce sont les cibles qui sont l'objet de la haine des déshérités : les installations de plus en plus visées, déjà construites ou à venir, sont très souvent des propriétés d'Etat, telles que la pétrochimie honnie, des propriétés mixtes, contrôlés par le pouvoir central ou les instances provinciales, voire municipales, parfois associés à des investisseurs étrangers, pour constituer des « zones mortelles », à commencer par des incinérateurs d'ordures « made in Veolia » dans le delta de la rivière des Perles, à Canton, en Chine du Sud. Là il est plus difficile pour l'Etat de faire jouer la fibre nationaliste, comme dans les « zones spéciales » réservées en principe aux entreprises étrangères. D'autant plus que, à l'occasion de telles oppositions, les motifs d'exaspération ne concernent pas toujours que la pollution, comme le montrent les pancartes dans les manifestations, relatives aux retraites, aux taxes, aux salaires, etc. Malgré la répression qu'il exerce, l'Etat est donc amené à louvoyer, à faire suspendre momentanément des activités très polluantes, parfois même à abandonner des projets, comme le complexe pétrochimique de Dalian, principal port du golfe de Corée, en Chine du Nord. Quitte à tenter de les réaliser ailleurs, dans des zones moins peuplées mais moins accessibles.

Bien sûr, l'Etat dispose encore de ressources néo-traditionnelles, en sus de la coercition exercée sur les déshérités, pour tenter de les calmer à moindres frais, combinant la répression des têtes les plus chaudes à la transformation en fonctionnaires locaux de la SEPA des leaders autoproclamés les plus susceptibles d'être achetés, comme cela vient d'arriver à Canton. La campagne contre la « corruption » des fonctionnaires provinciaux prévaricateurs, lancée récemment par le pouvoir central, a donc été appliquée également au domaine de la pollution. Les sbires de la SEPA ont « enquêté », puis « dénoncé » à la police d'Etat des caciques locaux, haïs de la population, accouinés à des pollueurs notoires, quand ils ne l'étaient pas eux-mêmes. D'où l'incarcération des moins présentables, accompagnée parfois de quelques fusillades, mode de gestion visant à rétablir « l'harmonie », conforme aux traditions de la Cité interdite.

Il est impossible de prédire ce qu'il adviendra de telles oppositions. Il n'y reste pas moins qu'elles sont importantes, ce que l'Etat a compris. Mieux compris que pas mal de « révolutionnaires » européens d'obédience marxiste qui, même lorsqu'ils séjournent en Chine depuis longtemps, les ignorent, voire les méprisent, dans la mesure où elles dépassent leur champ de vision, concentré sur les seules luttes qui aient grâce à leurs yeux : les grèves, certes importantes, des « mingong » qui symbolisent pour eux le nouveau « sujet prolétarien ». Lesquels « mingong », encore liés par mille liens à la campagne, participent à l'occasion aux oppositions « écologistes » ! Mais nos idéologues font preuve de myopie en Europe lorsqu'ils sont confrontés à des choses analogues, le nucléaire au premier chef. Alors, en Chine... ■

**Lao She (Vieux Serpent)**